

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MARS 1920.

Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signé à Berne le 20 mars 1914.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, stipule, en son article 6, que les auteurs, ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union et qui publient, pour la première fois, leurs œuvres dans l'un de ces pays, jouissent, dans ce pays, des mêmes droits que les auteurs nationaux et, dans les autres pays de l'Union, des droits accordés par la Convention.

Cette disposition impose donc aux États unionistes l'obligation de conférer gratuitement des droits à des personnes appartenant à des pays non contractants. Il a paru que cette obligation devait pouvoir, dans certains cas et sous certaines conditions, recevoir des tempéraments, de façon à stimuler les adhésions des États à l'Union.

Frappé des inconvénients que peut offrir une application sans réserve du principe très libéral consacré par l'article 6 susvisé, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union internationale, proposé aux États contractants d'autoriser, par un Protocole additionnel, les pays unionistes à n'appliquer que dans certaines limites la Convention aux sujets des pays non unionistes dont la législation n'accorde pas une réciprocité de fait suffisante.

Cette proposition ne souleva pas d'objection. Il était entendu, d'ailleurs que les États qui adopteront des mesures restrictives sous ce rapport les notifieront aux autres Gouvernements unionistes, en indiquant la nature de ces mesures et les pays auxquels elles s'appliquent.

C'est dans ces conditions que fut signé à Berne, par les Représentants des Gouvernements de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, le Protocole du 20 mars 1914.

Conformément à la disposition faisant l'objet du numéro 5 dudit Protocole, les ratifications devaient être déposées à Berne dans un délai maximum de douze mois, et l'arrangement devait entrer en vigueur un mois après l'expiration de ce délai.

La guerre a empêché certains États d'observer cette disposition. Il importerait de la rendre effective dans un temps rapproché. Les Puissances qui, jusqu'ici, ont ratifié cet acte international, sont, par ordre de date des dépôts, la Grande-Bretagne, la Suisse, le Japon, le Grand-Duché de Luxembourg, le Danemark, les Pays-Bas, l'Espagne, la France, la Suède et l'Allemagne.

Nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre à vos délibérations un projet de loi portant approbation dudit Protocole.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

J. DESTREE.

Projet de loi portant approbation du
Protocole additionnel à la Conven-
tion de Berne révisée du 13 no-
vembre 1908 pour la protection des
œuvres littéraires et artistiques,
signé à Berne, le 20 mars 1914.

Wetsontwerp houdende goedkeuring
van het Protocol toegevoegd aan de
herziene Overeenkomst van Bern
van 13 November 1908 tot bescher-
ming der letterkundige en kunst-
werken, onderteeekend te Bern den
20^e Maart 1914.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
des Affaires Étrangères et des Sciences
et Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étran-
gères est chargé de présenter, en Notre
nom, aux Chambres législatives, le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Protocole additionnel à la Con-
vention de Berne révisée du 13 novem-
bre 1908 pour la Protection des œuvres
littéraires et artistiques, signé à Berne
le 20 mars 1914, sortira son plein et
entier effet.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

J. DESTREE.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van
Buitenlandsche Zaken en van Weten-
schappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken is gelast, uit Onzen naam, het
wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt,
aan de Wetgevende Kamers voor te
leggen :

EENIG ARTIKEL.

Het Protocol toegevoegd aan de her-
ziene Overeenkomst van Bern van
13 November 1908 tot Bescherming
der letterkundige en kunstwerken, op
20 Maart 1914 te Bern onderteeekend,
zal zijne volle en algeheele kracht
hebben.

Gegeven te Brussel, den 12^e Maart
1920.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten.*

(4)

**PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION DE BERNE REVISÉE
DU 13 NOVEMBRE 1908.**

Les Pays membres de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, désirant autoriser une limitation facultative de la portée de la Convention du 13 novembre 1908, ont, d'un commun accord, arrêté le Protocole suivant :

1. Lorsqu'un pays étranger à l'Union ne protège pas d'une manière suffisante les œuvres des auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, les dispositions de la Convention du 13 novembre 1908 ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au pays contractant de restreindre la protection des œuvres dont les auteurs sont, au moment de la première publication de ces œuvres, sujets ou citoyens dudit pays étranger et ne sont pas domiciliés effectivement dans l'un des pays de l'Union.

2. Le droit accordé aux États contractants par le présent Protocole appartient également à chacune de leurs Possessions d'outre-mer.

3. Aucune restriction établie en vertu du n° 1 ci-dessus ne devra porter préjudice aux droits qu'un auteur aura acquis sur une œuvre publiée dans un pays de l'Union avant la mise à exécution de cette restriction.

4. Les États qui, en vertu du présent Protocole, restreindront la protection des droits des auteurs, le notifieront au Gouvernement de la Confédération Suisse par une déclaration écrite où seront indiqués les pays vis-à-vis desquels la protection est restreinte, de même que les restrictions auxquelles les droits des auteurs ressortissant à ces pays sont soumis. Le Gouvernement de la Confédération Suisse communiquera aussitôt le fait à tous les autres États de l'Union.

5. Le présent Protocole sera ratifié, et les ratifications seront déposées à Berne dans un délai maximum de douze mois comptés à partir de sa date. Il entrera en vigueur un mois après l'expiration de ce délai, et aura même force et durée que la Convention à laquelle il se rapporte.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des pays membres de l'Union ont signé le présent Protocole, dont une copie certifiée sera remise à chacun des Gouvernements unionistes.

Fait à Berne, le 20 mars 1914, en un seul exemplaire, déposé aux Archives de la Confédération Suisse.

<i>Pour l'Allemagne :</i>	ROMBERG.
<i>Pour la Belgique :</i>	P. DE GROOTE.
<i>Pour le Danemark :</i>	W. PESTALOZZI.
<i>Pour l'Espagne :</i>	FRANCISCO DE REYNOSO.
<i>Pour la France :</i>	BEAU.
<i>Pour la Grande-Bretagne :</i>	E. HICKS BEACH.
<i>Pour Haïti :</i>	CH. FOUCHARD.
<i>Pour l'Italie :</i>	PAULUCCI DE' CALBOLI.
<i>Pour le Japon :</i>	GENSHIRO NISHI.
<i>Pour Libéria :</i>	J. VIEWEG.
<i>Pour le Luxembourg :</i>	P. DE GROOTE.
<i>Pour Monaco :</i>	ALB. OELER.
<i>Pour la Norvège :</i>	DR. GEORG. WETTSTEIN.
<i>Pour les Pays-Bas :</i>	VAN PANHUY.
<i>Pour le Portugal :</i>	JOAQUIM PEDROSO.
<i>Pour la Suède :</i>	H. VON ESSEN.
<i>Pour la Suisse :</i>	MÜLLER.
<i>Pour la Tunisie :</i>	BEAU.

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE.

Les Plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés, se sont réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature du Protocole additionnel à la Convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 13 novembre 1908, et ils ont pris connaissance de la déclaration suivante, lue par M. le Plénipotentiaire de la Suède :

« Le Gouvernement du Roi, n'ayant pas encore ratifié la Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908, signe le Protocole additionnel à ladite Convention en formulant la réserve que la ratification du Protocole ne pourra avoir lieu qu'avec celle de la Convention. »

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent procès-verbal.

Fait à Berne, le vingtième jour du mois de mars de l'an mil neuf cent quatorze.

<i>Pour l'Allemagne :</i>	ROMBERG.
<i>Pour la Belgique :</i>	P. DE GROOTE.
<i>Pour le Danemark :</i>	W. PESTALOZZI.
<i>Pour l'Espagne :</i>	FRANCISCO DE REYNOSO.
<i>Pour la France :</i>	BEAU.
<i>Pour la Grande-Bretagne :</i>	E. HICKS BEACH.
<i>Pour Haïti :</i>	CH. FOUGHARD.
<i>Pour l'Italie :</i>	PAULUCCI DE' CALBOLI.
<i>Pour le Japon :</i>	GENSHIRO NISHI.
<i>Pour Liberia :</i>	J. VIEWEG.
<i>Pour le Luxembourg :</i>	P. DE GROOTE.
<i>Pour Monaco :</i>	ALB. OELER.
<i>Pour la Norvège :</i>	DR GEORG. WETTSTEIN.
<i>Pour les Pays-Bas :</i>	VAN PANHUYS.

Pour le Portugal :

JOAQUIM PEDROSO.

Pour la Suède :

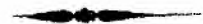
H. v. ESSEN.

Pour la Suisse :

MÜLLER.

Pour la Tunisie :

BEAU.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 MAART 1920.

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Protocol toegevoegd aan de herziene Overeenkomst van Bern van 13 November 1908 tot bescherming der letterkundige en kunstwerken, onderteeekend te Bern den 20ⁿ Maart 1914.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De Internationale Overeenkomst voor de bescherming der letterkundige en kunstwerken, herzien te Berlijn den 13ⁿ November 1908, bepaalt in haar artikel 6 dat de schrijvers, die geene onderhoorigen zijn van een der landen van de Vereeniging en die, voor de eerste maal, hunne werken doen uitgeven in een dezer landen, in dit land dezelfde rechten genieten als de nationale schrijvers en, in de andere landen van de Vereeniging, de rechten toegestaan door de Overeenkomst.

Deze beschikking legt dus de aangesloten Staten de verplichting op om kosteloos rechten te verleenen aan personen behoorend tot landen welke de Overeenkomst niet geteeekend hebben. Het is gebleken dat deze verplichting, in zekere gevallen en in zekere omstandigheden, gematigd behoorde te kunnen worden, ten einde de aansluiting der Staten bij de Overeenkomst te prikkelen.

Getroffen door de bezwaren welke de toepassing zonder voorbehoud van het zeer vrijzinnig grondbeginsel vastgelegd in bovenbedoeld artikel 6, oplevert, heeft de Regeering van Zijne Britsche Majesteit, door tusschenkomst van het Bureau van de Internationale Vereeniging, aan de verdragsluitende Staten voorgesteld, door een toegevoegd Protocol, aan de aangesloten landen de toelating te verleenen de Overeenkomst alleen binnen zekere grenzen toe te passen op de onderdanen van niet aangesloten landen, welker wetgeving geene voldoende feitelijke wederkeerigheid verzekert.

Tegen dit voorstel werden geene bezwaren geopperd. Het was trouwens verstaan dat de Staten, welke te dien opzichte beperkende maatregelen zouden nemen, deze aan de andere aangesloten Staten zouden mededeelen, met opgave van den aard dezer maatregelen en van de landen waarop zij van toepassing zouden zijn.

Het is onder deze voorwaarden dat te Bern, door de Vertegenwoordigers der Regeringen van de Vereeniging tot bescherming der letterkundige en kunstwerken, het Protocol van 20 Maart 1914 werd onderteekend.

Overeenkomstig de beschikking welke het onderwerp uitmaakt van nummer 3 van vermeld Protocol, moesten de bekrachtigingen te Bern neergelegd worden binnen een tijdverloop van hoogstens twaalf maanden en moest de schikking van kracht worden een maand na afloop van dit tijdverloop.

De oorlog heeft zekere Staten verhinderd deze bepaling in acht te nemen. Het zou van belang zijn ze in afzienbaren tijd in werkelijke toepassing te brengen. De Mogendheden welke, tot nu toe, deze internationale akte hebben bekrachtigd, zijn, volgens orde van den datum der neerlegging, Groot-Brittanje, Zwitserland, Japan, het Groot-Hertogdom Luxemburg, Denemarken, Nederland, Spanje, Frankrijk, Zweden en Duitschland.

Wij hebben de eer, Mijne Heeren, aan uwe beraadslagingen een wetsontwerp ter goedkeuring van gezegd Protocol voor te leggen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

J. DESTREE.

Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signé à Berne, le 20 mars 1914.

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Protocol toegevoegd aan de herziene Overeenkomst van Bern van 13 November 1908 tot bescherming der letterkundige en kunstwerken, onderteevend te Bern den 20^e Maart 1914.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Sciences et Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Protocole additionnel à la Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908 pour la Protection des œuvres littéraires et artistiques, signé à Berne le 20 mars 1914, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

J. DESTREE.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, uit Onzen naam, het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, aan de Wetgevende Kamers voor te leggen :

EENIG ARTIKEL.

Het Protocol toegevoegd aan de herziene Overeenkomst van Bern van 13 November 1908 tot Bescherming der letterkundige en kunstwerken, op 20 Maart 1914 te Bern onderteevend, zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 12^e Maart 1920.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Wetenschappen en Kunsten.

(4)

**PROTOCOL TOEGEVOEGD AAN DE HERZIENE OVEREENKOMST
VAN BERN VAN 13 NOVEMBER 1908.**

De Landen welke lid zijn van de internationale Vereeniging tot bescherming der letterkundige en kunstwerken, wenshende eene vrijstaande beperking van de kracht der Overeenkomst van 13 November 1908 toe te staan, hebben in gemeen overleg volgend Protocol vastgesteld :

1. Wanneer een bij de Vereeniging niet aangesloten land de werken der schrijvers die tot een der landen van de Vereeniging behooren niet voldoende beschermt, mogen de beschikkingen der Overeenkomst van 13 November 1908 op geenerlei wijze afbreuk doen aan het recht welk het verdragsluitend land heeft, de bescherming der werken waarvan de schrijvers, op het oogenblik der eerste uitgave van deze werken, onderdanen of burgers zijn van gezegd niet aangesloten land en niet werkelijk woonachtig in een der landen van de Vereeniging, te beperken.

2. Het aan de verdragsluitende Staten door dit Protocol verleende recht behoort insgelijks toe aan elke hunner overzeesche Bezittingen.

3. Geene krachtens n° 1 hierboven vastgestelde beperking zal mogen afbreuk doen aan de rechten welke een schrijver zal verworven hebben op een werk dat in een der landen van de Vereeniging vóór het ten uitvoer brengen van deze beperking uitgegeven werd.

4. De Staten welke, krachtens dit Protocol, de bescherming van de rechten der schrijvers zullen beperken, zullen er aan de Regeering van den Zwitserschen Bond kennis van geven door eene schriftelijke verklaring waarin de landen ten opzichte van dewelke de bescherming beperkt wordt, evenals de beperkingen waaraan de rechten der aan deze landen onderhorige schrijvers onderworpen zijn, zullen aangeduid worden. De Regeering van den Zwitserschen Bond zal dadelijk het feit aan al de andere Staten van de Vereeniging mededeelen.

5. Dit protocol zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen binnen eenen termijn van hoogstens twaalf maanden te rekenen van af zijnen datum te Bern neergelegd worden. Het zal in werking treden een maand na afloop van dezen termijn, en dezelfde kracht alsook denzelfden duur hebben als de Overeenkomst waarop het betrekking heeft.

Tot staving waarvan, de Gevolmachtigden der landen welke lid zijn der Vereeniging dit Protocol, waarvan een gelijkvormig verklaard afschrift aan elke der aangesloten Regeeringen zal overhandigd worden, onderteekend hebben.

Gedaan te Bern, den 20ⁿ Maart 1914, in een enkel exemplaar dat neergelegd is in het Archief van den Zwitserschen Bond.

<i>Voor Duitschland :</i>	ROMBERG.
<i>Voor België :</i>	P. DE GROOTE.
<i>Voor Denemarken :</i>	W. PESTALOZZI.
<i>Voor Spanje :</i>	FRANCISCO DE REYNOSO.
<i>Voor Frankrijk :</i>	BEAU.
<i>Voor Groot-Brittanje :</i>	E. HICKS BEACH.
<i>Voor Haïti :</i>	CH. FOUCHARD.
<i>Voor Italie :</i>	PAULUCCI DE CALBOLI.
<i>Voor Japan :</i>	GENSHIRO NISHI.
<i>Voor Liberia :</i>	J. VIEWEG.
<i>Voor Luxemburg :</i>	P. DE GROOTE.
<i>Voor Monaco :</i>	ALB. OELER.
<i>Voor Noorwegen :</i>	DR. GEORG WETTSTEIN.
<i>Voor Nederland :</i>	VAN PANHUYNS.
<i>Voor Portugal :</i>	JOAQUIM PEDROSO.
<i>Voor Zweden :</i>	H. VON ESSEN.
<i>Voor Zwitserland :</i>	MÜLLER.
<i>Voor Tunis :</i>	BEAU.

Voor gelijkvormig verklaard afschrift :

De Kanselier van den Bond :

SCHATZMANN.

PROCES-VERBAAL VAN ONDERTEEEKENING.

De ondergeteekende Gevolmachtigden, hiertoe behoorlijk gemachtigd, zijn op dezen dag samen gekomen ten einde tot de onderteekening van het Protocol toegevoegd aan de herziene Overeenkomst van Bern tot bescherming der letterkundige en kunstwerken van 13 November 1908 over te gaan, en zij hebben kennis genomen van de volgende verklaring, voorgelezen door den heer Gevolmachtigde van Zweden :

« De Regeering van den Koning, aangezien zij de herziene Overeenkomst van Bern van 13 November 1908 nog niet bekrachtigd heeft, onderteekent het aan gezegde Overeenkomst toegevoegde Protocol onder het voorbehoud dat de bekrachtiging van het Protocol enkel plaats zal kunnen hebben tegelijk met die van de Overeenkomst. »

Tot staving waarvan, de onderscheiden Gevolmachtigden dit Proces-verbaal onderteekend hebben.

Gedaan te Bern, op den twintigsten dag der maand Maart van het jaar negentienhonderd veertien.

<i>Voor Duitschland :</i>	ROMBERG.
<i>Voor België :</i>	P. DE GROOTE.
<i>Voor Denemarken :</i>	W. PESTALOZZI.
<i>Voor Spanje :</i>	FRANCISCO DE REYNOSO.
<i>Voor Frankrijk :</i>	BEAU.
<i>Voor Groot-Brittanie :</i>	E. HICKS BEACH.
<i>Voor Haïti :</i>	CH. FOUCHARD.
<i>Voor Italië :</i>	PAULUCCI DE' CALBOLI.
<i>Voor Japan :</i>	GENSHIRO NISHI.
<i>Voor Liberia :</i>	J. VIEWEG.
<i>Voor Luxemburg :</i>	P. DE GROOTE.
<i>Voor Monaco :</i>	ALB. OELER.

<i>Voor Noorwegen :</i>	DR. GEORG WETTSTEIN.
<i>Voor Nederland :</i>	VAN PANHUYS.
<i>Voor Portugal :</i>	JOAQUIM PEDROSO.
<i>Voor Zweden :</i>	H. VON ESSEN.
<i>Voor Zwitserland :</i>	MÜLLER.
<i>Voor Tunis :</i>	BEAU.

Voor gelijkvormig verklaard afschrift :

De Kanselier van den Bond :

SCHATZMANN.

